

Convention collective nationale
IDCC : 7019. – CONCHYLICULTURE
(19 octobre 2000)
(Étendue par arrêté du 5 juillet 2001,
Journal officiel du 8 juillet 2001)

AVENANT N° 29 DU 11 DÉCEMBRE 2017
RELATIF À LA MODIFICATION DE L'ARTICLE 23
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : AGRS1997053M
IDCC : 7019

Entre :

Syndicat national des employeurs de la conchyliculture,

D'une part, et

Union maritime CFDT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FGTA FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération maritime CGT ;

Fédération nationale de l'agroalimentaire SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant est établi en application des ordonnances du 22 septembre 2017, publiées au *Journal officiel* du 23 septembre et des articles R. 1234-1, R. 1234-2 et R. 1234-4 du code du travail.

Article 1^{er}

« Article 23

Indemnité de licenciement

Tout salarié ayant au moins 8 mois d'ancienneté ininterrompus dans l'entreprise a droit en cas de licenciement à une indemnité calculée comme suit :

- pour les 10 premières années d'ancienneté : 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté ;
- pour chacune des années au-delà de 10 ans d'ancienneté : 1/3 de mois par année d'ancienneté.

Le licenciement d'un salarié inapte à la suite d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail ouvre droit à une indemnité spéciale de licenciement qui est égale au double de l'indemnité légale de licenciement.

La rémunération constituant la base de calcul de l'indemnité légale est, selon la formule la plus avantageuse pour le salarié :

- soit la moyenne mensuelle des 12 derniers mois précédant le licenciement, ou lorsque la durée de service du salarié est inférieure à 12 mois, la moyenne mensuelle de la rémunération de l'ensemble des mois précédant le licenciement ;
- soit le tiers des 3 derniers mois. Les primes ou gratifications de caractère annuel ou exceptionnel versées au salarié pendant cette période ne sont alors prises en compte que dans la limite du prorata. »

Article 2

Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé, par le secrétariat de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI), auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction générale du travail.

En cas de défaillance du secrétariat le présent accord pourra être déposé par toute autre organisation représentative signataire du présent accord.

Les parties signataires conviennent de solliciter l'extension du présent avenant, en application des dispositions de l'article L. 2261-15 du code du travail.

Article 4

Date d'effet

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 27 septembre 2017.

Fait à Paris, le 11 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)